L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION—LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 4 AOUT 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRESIDENT
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère ce choix seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comme moi-même à préférer que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Colombia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER. DISTRICT.....J. B. PLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT.....T. W. SCOTT.
3ME DISTRICT.....T. LANDRY.
4ME DISTRICT.....A. MOUTON.
5ME. DISTRICT.....F. E. BOSSIER.

Nouvelles de trois jours plus récentes de Liverpool.

Le navire paquebot Europe, capitaine Marshall, est arrivé à New York le 10 de ce mois, venant de Liverpool, d'où il est parti le 1er. juillet. On a reçu par cette voie des journaux et des prix courans jusqu'à cette date, mais comme nous avions déjà par les courriers précédents des nouvelles de Londres de 20 juin, nous n'avons extrait que les avis commerciaux de Liverpool.

Le *Democrat* de Gallatin, (Miss) nous informe que le gouverneur Cannon, de l'Etat du Tennessee a lancé une proclamation pour convoquer une extra-session de la Législature, laquelle aura lieu le 25 d'octobre prochain. On ignore le but de cette mesure.

D'après une note publiée dans le *Diario* du 28 juillet il paraîtrait que M. William D. Jones nommé par notre gouvernement Consul à Mexico, en remplacement de M. William S. Barrett, démissionnaire, a été reconnu en cette qualité par le Président par intérim de la République.

STATIONS NAVALES DES ANTILLES.

Nous apprenons par la gazette de Pensacola du 29 du courant, que la corvette des Etats-Unis *Concord*, a mis à la voile le 15 pour croiser, dit-on, par le travers de la Balize et sur les côtes du Mexique et du Texas. La corvette St. Louis est aussi partie hier pour aller en croisière. Le Revenue-Cutter (cotre) des Etats-Unis Jefferson, capitaine Jackson, est parti le 18 pour Tampa-Bay. Les frères Wilson et Zamsinger, de l'armée des Etats-Unis, sont passagers à bord de ce bâtiment. Le Revenue-Cutter des Etats Unis, Washington, capitaine Ivey, est arrivé hier d'Indian-Key.

QUE DOIT-ON DIRE DE CE QUI SUIT ?

La gazette de Pensacola contient le paragraphe suivant qui nous paraît de la plus haute importance, si ce qu'on y raconte est vrai.

"Vers le milieu du mois dernier, le général Guines expédia un officier des Etats Unis pour le Texas, avec la mission de réclamer quelques déserteurs. Il les trouva déjà enrôlés au service Texian, au nombre de deux cents d'un. Ils ne voulaient rentrer dans notre armée, mais ils refusèrent, comme on devait s'attendre, de s'en revenir. L'officier s'adressa au commandant des forces texiennes pour ordonner leur retour, mais la réponse de ce dernier fut que les soldats pouvaient s'en aller, mais qu'il n'avait aucune autorité de les renvoyer. Ceci est un nouvel aspect de nos relations avec le Texas."

Si le fait que nous venons de rapporter est vrai n'est-il pas suffisant pour engager le gouvernement à et le peuple des Etats-Unis à rompre tout-à-fait avec un pays qui ne nous a jusqu'à présent payé que d'ingratitude pour tous les services que nous lui avons rendus ? Cet attentat du commandant des forces texiennes est l'équivalent d'une déclaration de guerre ; c'est un manque absolu à la foi des nations ; c'est un vol manifeste commis avec ou sans plus de hardiesse et d'impudence ; c'est un tout, enfin, qui ne saurait manquer de soulever l'indignation publique et de changer en haine et en besoin de vengeance tous les sentimens de sympathie qui nous animaient naguères en faveur d'un peuple malheureux, dont nous voulions briser les chaînes pour le placer ensuite au rang des nations.

Ce n'est pas le premier affront que nous ayons eu à supporter des Texiens ; et cependant, le gouvernement semble fermer les yeux sur des actes qui ne sont que trop notoires et trop injurieux à la neutralité que nous avons jurée ! Que dire en effet de cette apathie des officiers des Etats-Unis, lorsque nous voyons journellement les bâtimens armés de la nouvelle république ; république qui ne l'est encore ni de fait ni de droit pour nous, entrer sans nos ports avec [illegible] relations les plus étroitement liées avec nous, venir y mouiller à discrétion et attendre le moment du départ des navires mexicains pour les suivre pas à pas (qu'on nous pardonne l'expression) et les capturer aussitôt qu'ils ont franchi les passes du Mississipi. Mais ce n'est pas tout encore : et ce qui n'est pas même accordé aux bâtimens des Etats-Unis, le droit de virer sur un de nos remorqueurs pour l'obliger à venir les prendre en tougage, nous l'avons dernièrement vu faire par la goélette de guerre *Independance*. Et pourquoi l'a-t-elle fait ? parce que la goélette Mexicaine *Venus*, descendait avec le même bateau : c'était une proie qu'il ne fallait pas laisser échapper à la rapacité texienne. Que fait donc le gouvernement dans un semblable état de choses ? Quelles mesures prend le collecteur de notre douane pour faire respecter, au moins dans notre port, l'inviolabilité de notre souveraineté et la protection que nous devons aux bâtimens des nations amies ? Quelle est l'attitude de l'avocat de District du district oriental de la Louisiane ? Vive Dieu ! tous paraissent ignorer des faits qui sont connus de la population entière. Ils ne disent rien : et à l'étranger notre réputation se perd : on nous accuse avec toute la justice et tout le bon droit possible de manquer à nos engagemens ; de fouler aux pieds les traités les plus solennels ; de favoriser trop ouvertement les projets ambitieux de quelques malfaiteurs d'individus qui se sont déclarés nation, mais qui n'ont rien fait encore pour mériter ce beau titre de la part des puissances du monde ; on nous accuse enfin de sacrifier une ancienne et fidèle alliée pour satisfaire les vues intéressées de quelques spéculateurs de terres publiques.

Il est temps, à la fin, et plus que temps que nous ouvrions les yeux sur ce qui se passe autour de nous. Pour l'honneur des Etats-Unis, il nous faut prendre des mesures promptes et désirées dans les circonstances actuelles. Notre commerce souffre et languit au Mexique, parce que là on ne voit que partialité dans la conduite de nos fonctionnaires publics, surtout ceux de la Louisiane. Maintenons nous donc dans les bornes de la neutralité la plus absolue : sachons imposer silence à tous ces bruits injurieux que l'on répand sur notre compte au dehors ; exigeons des Texiens qu'ils ne sortent pas des bornes prescrites par le droit des gens ; défendons leur même, s'il le faut l'entrée de notre port : puisqu'ils n'y envoient leurs navires de guerre que pour s'assurer du nombre de bâtimens mexicains qui s'y trouvent et pour les faire capturer aussitôt qu'ils seront sortis du fleuve.

Nous ne sommes pas assez versé dans la science du droit des nations pour savoir jusqu'à quel point peut s'étendre le privilège de l'admission d'un navire armé dans un port neutre ; mais il nous semble que c'est une singulière anomalie de la part de notre gouvernement que de permettre aux bâtimens de guerre du Texas l'entrée de Mississipi, surtout, lorsque l'on sait n'en pas devoir quel motif les y conduit. D'ailleurs, n'ayant pas encore reconnu l'indépendance de cette contrée, n'est-ce pas agir avec irrégularité que d'admettre la légalité de leur pavillon ? Nous n'avons pas de conseil dans aucun des ports de cette république, pour y diriger les expéditions maritimes de ce caractère ; l'autorité locale veille : les officiers civils du nouveau gouvernement sont entièrement inconnus de nous, puisqu'ils ne parlent ni n'entendent notre langue ;